



La fraude porte un nouveau coup à la banque d'investissement d'UBS

Par Antoine Landrot - 16/09/2011

La BFI avait déjà manqué de provoquer la faillite de la banque suisse après 2007. Le débat sur son maintien au sein du groupe est relancé

L'annonce hier d'une fraude de *trading* de 2 milliards de dollars semble annoncer le chant du cygne pour la banque d'investissement d'UBS. Même si le groupe suisse est capable d'en supporter les conséquences financières, l'événement apporte de l'eau au moulin de ceux qui souhaitent le voir se débarrasser de son encombrante division. Citant les faiblesses de la gestion du risque au sein de la banque, Moody's a placé la note d'UBS sous surveillance.

UBS accumule les déboires en banque d'investissement. L'activité a accusé 57 milliards de francs suisses de pertes cumulées avant impôt entre 2007 et 2009. Elle avait failli causer la faillite de sa maison mère, avant que celle-ci ne soit secourue par l'Etat. A la suite de l'arrivée d'Oswald Grübel à la tête d'UBS en 2009, la division s'est redressée à partir de 2010, embauchant même 1.700 professionnels et réalisant un bénéfice avant impôt de 1,21 milliard de francs au premier semestre 2011. Mais ce tableau positif cache une chute de 24% de ses revenus au deuxième trimestre, en particulier sur les marchés de taux. Rien d'étonnant dès lors que la banque d'investissement ait été la principale victime du plan de suppression d'emplois annoncé en août dernier. Entretemps, UBS a renoncé à son objectif de 15 milliards de bénéfice imposable en 2014 (L'Agefi du 27 juillet).

Pertes sur les marchés de taux, fraude sur les actions, il est clair que le contrôle des risques n'est pas le fort de la branche. «*La fraude ne pouvait pas tomber plus mal. [L'établissement] a trimé pour convaincre les investisseurs qu'il avait révisé ses systèmes de gestion des risques et réduit ses expositions après la crise financière*», estiment les analystes de CreditSights. Cette perte de crédibilité menace de rejaillir sur l'ensemble du groupe – qui a mis des années avant de reconquérir ses clients de banque privée. On ne peut exclure que le régulateur local – qui impose déjà des exigences de fonds propres plus sévères que celles de Bâle 3 aux banques helvètes – devienne partisan d'une séparation stricte des activités de BFI. Hier, la classe politique locale ne ménageait pas l'établissement.

Des rumeurs datant de 2008 prêtaient déjà à UBS l'intention de vendre sa banque d'investissement à Deutsche Bank. «*Le fait qu'UBS ne l'ait pas fermée ou vendue à l'époque m'avait surpris*, indique Dieter Hein, analyste chez AlphaValue. *Le groupe est le plus grand gérant d'actifs du monde; il peut survivre sans banque d'investissement.*»

Cet article a été imprimé depuis le site www.agefi.fr

La reproduction de cet article n'est autorisée que dans la limite d'une copie et pour un usage strictement personnel.

Toute autre utilisation nécessite une autorisation préalable de L'Agefi.

© L'Agefi - 2011

